

Agir pour une alimentation saine et accessible

Les comportements alimentaires des personnes ne peuvent être réduits à une dimension individuelle. Le Haut conseil de la santé publique (HCSP) français le rappelle dans un avis qui rejoint les constats et recommandations d'organisations de la société civile, de rapports parlementaires et de diverses études (1à3).

Responsabilité et justice sociale. Pour le HCSP, on ne doit pas faire porter par les seuls individus la responsabilité de leurs choix alimentaires. Le HCSP préconise la mise en œuvre d'interventions qui favorisent les aliments de bonne qualité nutritionnelle à des prix plus accessibles, et leur large disponibilité sur l'ensemble du territoire français (1). À cela, le Conseil ajoute la nécessité d'un contrôle de l'influence de l'industrie agroalimentaire et d'une régulation de la promotion des aliments de faible qualité nutritionnelle, afin de réduire leur diffusion, en particulier chez les plus jeunes (1,4,5).

Pour permettre un accès équitable à une alimentation saine, le HCSP encourage notamment le soutien d'initiatives locales telles les épiceries sociales, les groupements d'achats, et l'accès pour tous à une restauration collective de qualité, notamment scolaire. Le HCSP suggère aussi la création d'une aide spécifique reposant sur un modèle contributif, type Sécurité sociale (1).

Depuis 2001, les Programmes nationaux nutrition santé (PNNS) mettent en œuvre des mesures et des recommandations pour améliorer et préserver l'état de santé de la population par une approche nutritionnelle des aliments. Le Nutriscore y participe, mais n'est pas suffisant. À cet effet, le HCSP revient sur l'intérêt d'une taxation et d'une subvention des produits alimentaires selon leur qualité nutritionnelle. Toujours selon le HCSP, il semble essentiel de poursuivre les actions et la recherche dans ce domaine, notamment : sur les risques

liés à l'ultra-transformation des produits alimentaires (dont la présence d'additifs) ; et sur l'impact environnemental du circuit de l'alimentation (1).

Fournir à l'ensemble de la population un système alimentaire sain et durable. La sécurité alimentaire est définie comme la capacité physique, sociale et économique des individus de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires. Sa préservation dépend de différentes problématiques : socioéconomiques (accès équitable à une alimentation de bonne qualité) ; environnementales (pollution, pesticides, zoonoses, etc.) ; climatiques (dérèglement, manque d'eau, etc.) (1).

Alors que la hausse du coût de la vie contribue à la précarité alimentaire de nombreuses personnes et que des structures d'aide alimentaire sont en difficulté pour répondre à des besoins croissants, il est indispensable que la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition, et le climat annoncée soit à la hauteur des enjeux (1à3).

La transformation durable du système agro-alimentaire est un défi de santé publique.

©Prescrire

Extraits de la veille documentaire Prescrire

- 1- HCSP "Avis relatif à l'élaboration de la Stratégie nationale Alimentation, Nutrition, Climat (Snanc)" 6 avril 2023 : 39 pages.
- 2- Bléhaut M et Gressier M "En forte hausse, la précarité alimentaire s'ajoute à d'autres fragilités" Crédoc Consommation et modes de vie 2023 ; (329) : 4 pages.
- 3- Réseau action climat France "Pour une véritable Stratégie Nationale pour l'Alimentation, la Nutrition et le Climat. Note collective de 54 organisations de la société civile". Site reseauactionclimat.org consulté le 4 septembre 2023 : 4 pages.
- 4- Herberg S "Mange et tais-toi. Un nutritionniste face au lobby agro-alimentaire" HumenSciences, Paris 2022 : 287 pages, Présenté dans : *Rev Prescrire* 2023 ; **43** (475) : 389.
- 5- Prescrire Rédaction "Le comportement alimentaire des jeunes influencé par le marketing" *Rev Prescrire* 2023 ; **43** (473) : 230.

